

APPLICATION POSSIBLE DE RESTRICTIONS
SUR LE CRÉDIT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Il s'agit d'une nouvelle émanant de la Bourse canadienne, ce matin, selon laquelle le gouvernement craindrait l'inflation et serait sur le point d'appliquer un programme de restriction sur le crédit. Est-ce exact?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu cette nouvelle, mais elle me semble fort exagérée.

M. E. Nasserden (Rosthern): Monsieur l'Orateur, une question connexe. Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des initiatives visant à empêcher la spirale inflationniste qui réduit la valeur du dollar à la consommation?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît!

(Texte)

DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL DANS CHAQUE PROVINCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question à l'honorable ministre des Finances?

L'honorable ministre peut-il nous dire s'il a maintenant en main le rapport qu'il avait demandé à son ministère de préparer concernant les dépenses du gouvernement fédéral dans chacune des provinces canadiennes?

(Traduction)

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il y a environ trois mois, j'ai demandé qu'on fasse une étude pour me permettre de répondre à certaines questions qui, dans l'intervalle, ont été transformées en ordres de dépôt de documents. Il a fallu beaucoup de temps pour terminer ces études. Plusieurs fonctionnaires de mon ministère y ont consacré tout leur temps depuis plusieurs mois, car elles sont extrêmement difficiles et complexes. Je ne les ai pas encore reçues, mais j'espère les obtenir sous peu.

(Texte)

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

L'honorable ministre des Finances a-t-il l'intention de déposer le rapport à la Chambre dès qu'il le recevra?

(Traduction)

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention de répondre aux questions qui ont

[L'hon. M. Gordon.]

été transformées en ordre de dépôt de documents, et je le ferai à la toute première occasion.

(Texte)

M. Grégoire: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur.

Le ministre va-t-il déposer seulement certaines parties du rapport, afin de répondre aux questions qui ont été inscrites au *Feuilleton*, ou le rapport complet de l'étude qui a été faite par les fonctionnaires de son ministère?

(Traduction)

L'hon. M. Gordon: J'ignore ce qu'on entend par un rapport, monsieur l'Orateur. On procède en ce moment à certaines études afin de répondre aux questions qui ont été inscrites au *Feuilleton* et auxquelles on répondra avec le plus de détails possible.

(Texte)

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

PRÉSUMÉES MENACES À L'ÉGARD DE
CERTAINS DÉPUTÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, je désire poser à l'honorable ministre de la Justice une question pressante et d'importance capitale aussi bien que nationale, relativement à la sécurité de tous les députés.

En fin de semaine, on a appris que l'honorable ministre sans portefeuille (M. Dupuis), ainsi que l'honorable député de Trois-Rivières (M. Balcer), auraient reçu des menaces de la part du Front de la libération du Québec.

Le ministre de la Justice a-t-il fait enquête à ce sujet, afin de déterminer si c'est vraiment le Front de la libération du Québec qui a proféré ces menaces, étant donné que le député de Trois-Rivières était concerné, ou si ce ne serait pas plutôt la Fédération libérale du Québec?

L'hon. Guy Favreau (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, eu égard au premier incident auquel l'honorable député de Mégantic a fait allusion, je dois dire que je n'ai pas eu, moi-même, de renseignements à ce sujet.

Cependant, j'ai été fort préoccupé par la nouvelle d'hier relativement à ce qui était survenu dans le cas de l'honorable député de Trois-Rivières. Comme c'est évidemment un des membres les plus sympathiques et les plus populaires de cette enceinte, je me suis empressé, en arrivant au bureau, et sans pour cela intervenir dans la «juridiction» provinciale en matière d'administration de la justice, de demander qu'on me fasse quand même parvenir un rapport, ou enfin tous les renseignements possibles à ce sujet.